

La Commission du désarmement ouvre sa session dans un contexte marqué par « l'angoisse des armes nucléaires »

La Commission du désarmement a entamé aujourd'hui sa session annuelle qui prendra fin le 20 avril, au moment où le contexte international est marqué par « l'angoisse des armes nucléaires qui est à son niveau le plus haut depuis la guerre froide », selon les mots du Haut Représentant adjoint aux affaires de désarmement, M. Thomas Markram.

Les travaux de la Commission s'inscrivent dans un nouveau cycle triennal -2018/2020- devant aboutir à des recommandations sur le désarmement nucléaire et les mesures de confiance à établir pour éviter une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

Il y a six mois, a rappelé le Haut Représentant adjoint aux affaires de désarmement, le Secrétaire général avait parlé de la « montée du péril nucléaire », inquiet de la rhétorique belliqueuse dans la péninsule coréenne et du manque de respect des engagements pris sur le contrôle stratégique des armes nucléaires. Le Secrétaire général a donc pris l'initiative de mettre en place un programme de désarmement qui « sauve des vies » sur lequel le Bureau des affaires de désarmement travaille déjà.

Péril nucléaire? Aujourd'hui, la République de Corée a plutôt parlé d'une « occasion historique » qu'elle ne veut pas rater, après la série de réunions de haut niveau, « à une vitesse vertigineuse », y compris le sommet intercoréen prévu le 27 avril prochain. Le pays a dit s'efforcer de maintenir cet élan durement acquis pour la réalisation pacifique d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la Corée du Nord, qui, à son tour, conduira à l'établissement d'une paix durable dans la péninsule coréenne. Le Japon a averti que la Corée du Nord sera jugée « par ce qu'elle fait et non par ce que nous voudrions qu'elle fasse » et qu'il n'acceptera jamais une Corée du Nord dotée de l'arme nucléaire. Les États-Unis ont promis que la pression se poursuivra voire s'accroîtra jusqu'à ce que la République populaire démocratique de Corée (RPDC) mette fin à son programme nucléaire. « Franchise et responsabilité », c'est ce que la RPDC a conseillé au Japon et aux États-Unis, ajoutant « prudence » pour éviter d'alourdir l'atmosphère.

« Irresponsable et destructrice » c'est par ces mots que l'Iran a qualifié l'approche américaine. Soupçonné par les États-Unis et Israël de poursuivre son programme nucléaire, l'Iran a rappelé que dans 10 rapports successifs, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé le plein respect de ses engagements. L'Iran a prévenu que la mise en œuvre du Plan d'action global commun « n'est pas à sens unique ». Il ne peut se poursuivre que si toutes les autres parties l'appliquent pleinement, effectivement et sans condition. Ce Plan, a-t-il averti, « ne saurait être renégoié ni modifié » et l'Iran ne peut continuer et ne continuera pas à le préserver à

n'importe quel prix, c'est tout simplement « infaisable ».

« Soutien constant du désarmement nucléaire », la Fédération de Russie a affirmé qu'elle a réduit son arsenal de 85% par rapport à l'époque de la guerre froide mais elle a pris soin de dénoncer comme une « atteinte à la stabilité », le déploiement illimité de la défense antimissile des États-Unis, la mise au point d'armes non nucléaires offensives de haute précision ou encore la réticente américaine à abandonner le projet de déploiement d'armes de frappe dans l'espace extra-atmosphérique. Il faut « contrer activement » ces atteintes à l'architecture de désarmement, a martelé la Fédération de Russie qui s'est dite inquiète de certaines « doctrines » visant à baisser le seuil d'utilisation des armes nucléaires.

Notre position se focalise sur l'identification des politiques, de la stratégie et des capacités dont nous avons besoin pour nous protéger et protéger nos alliés, ont rétorqué les États-Unis, arguant de la « politique de dissuasion nucléaire », largement décriée aujourd'hui. Les États-Unis ont présenté leur nouvelle approche pour créer les conditions d'une nouvelle négociation sur le désarmement nucléaire: le Plan –« CNDD »- sera discuté à la Commission mais aussi au Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), le 23 avril prochain à Genève.

Pour ce qui est d'éviter les conflits dans l'espace extra-atmosphérique, comme le souhaite le Secrétaire général, les États-Unis se sont dits prêts à faire face à toute menace mais entendent aussi favoriser les pourparlers sur les mesures de transparence et de confiance, tout en refusant d'emblée des négociations « inutiles et illimitées » sur un instrument juridiquement contraignant. La Fédération de Russie a attiré l'attention, une nouvelle fois, sur le projet de traité contre le déploiement d'armes dans l'espace et la menace ou l'emploi de la force contre des objets spatiaux qu'elle a présenté conjointement avec la Chine, en juin 2014.

En début de séance, la Commission a pris note de son [programme de travail](#)* et du document** d'organisation des différentes séances. Elle a aussi élu Mme Diedre Mills, de la Jamaïque, Présidente du Groupe de travail I sur le désarmement nucléaire, et M. Jeroen Cooreman, de la Belgique, Président du Groupe de travail II sur les mesures de confiance relatives à l'espace extra-atmosphérique. La Commission a remis à plus tard l'élection des vice-présidents qui assisteront sa Présidente, Mme Gillian Bird, de l'Australie.

La Commission poursuivra son débat général demain, mardi 3 avril, à partir de 10 heures.

NB : les Remarques des divers intervenants donnent d'autres tonalités :<https://www.un.org/press/fr/2018/cd3763.doc.htm>